



## Communiqué

### Sauvons la vie des Prisonniers Politiques Sahraouis en danger dans les prisons marocaines

Après avoir privé ces hommes de leur liberté dans des procès politiques affublés de délits de droit commun, l'administration pénitentiaire marocaine n'a de cesse de les persécuter et de confisquer leurs droits édictés par les règles internationales telles que les "Règles des Nations Unies pour le traitement des Prisonniers" connues sous le nom de « Nelson Mandela Rules ». De ce fait, les prisonniers politiques sahraouis, incarcérés loin de leurs proches dans toutes les sombres prisons marocaines, sont en permanence contraints d'engager des grèves de la faim d'avertissement ou illimitées. C'est particulièrement le cas des détenus de Gdim Izik et du groupe des étudiants.

Ces conditions déplorables ont poussé les détenus politiques sahraouis **Abd EL-Maoula ELhafidi** et **Mohamed Dada**, à s'engager depuis le 20 février 2023 dans une **grève de la faim** illimitée - qu'ils ont suspendue après avoir reçu des promesses de l'administration pénitentiaire locale à Aït Melloul. Pour sa part, ancien demandeur d'asile en Espagne **ELhoussein ElBachir Brahim Amadour** (Saddam), qui fut expulsé par l'État espagnol en 2019 et condamné à 12 ans de prison au Maroc, poursuit sa grève de la faim illimitée. Il a atteint son vingt-septième jour de jeûne face à l'indifférence et à l'arrogance du régime colonial marocain.

Cette « bataille des estomacs vides » est due à l'ampleur de l'humiliation et de la privation des droits les plus élémentaires, tels que le droit de passer la période d'incarcération dans une de prison proche de sa famille. La puissance occupante a décidé d'aggraver la souffrance de leurs familles en les déportant vers de terribles prisons à des centaines de kilomètres au Maroc, loin du Sahara Occidental.

#### **La communauté sahraouie de France se rassemble ce samedi 18 Mars 2023**

#### **Place du Trocadéro à Paris pour :**

- Exprimer sa préoccupation pour la santé de trois étudiants sahraouis emprisonnés depuis 7 ans et condamnés à de lourdes peines (10-12 ans de prison ferme), en grève de la fin depuis le 20 février.
- Condamner fermement les violations des droits de l'homme, la répression dans le territoire occupé du Sahara Occidental (tortures, arrestations, incarcérations etc..) et exiger la libération sans condition tous les prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines.
- Demander au royaume du Maroc de respecter la convention ratifiée contre la torture et les décisions de la CAT (Commission des Nations Unies contre la Torture) concernant les prisonniers politiques sahraouis : Abdallahi Abbahah, Mohamed Bourial, Abdeljalil Laroussi, Nama Asfari et Mohamed Bani.
- Exiger une action immédiate du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ainsi que du Conseil de Sécurité de l'ONU et de l'Union Africaine afin d'assumer leur responsabilité et contribuer davantage à faire respecter la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et les multiples résolutions de l'ONU, concernant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.
- Demander à l'État espagnol d'assumer sa responsabilité historique d'avoir remis le demandeur d'asile politique, Elhoussein ElBachir Brahim Amadour, à l'État marocain, qui entame son vingt-septième jour de grève de la faim.
- Exprimer notre solidarité avec les populations sahraouies dans les territoires occupés du Sahara Occidental et du Sud du Maroc.

Paris, le 18 juillet 2023

Coordination des Associations de la Communauté Sahraouie en France : Email : [shdiasporafr@gmail.com](mailto:shdiasporafr@gmail.com)